



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Moyens pour l'Ecole, c'est la saignée en Bourgogne !

Au mois de janvier, les établissements ont reçu leurs moyens en heures d'enseignement (Dotation Horaire Globale) afin de préparer la rentrée 2020. Cette dotation, allouée par le rectorat aux établissements, détermine le nombre de classes, les effectifs par classe ainsi que les groupes à effectifs réduits. Avec l'annonce par le rectorat de la suppression de 104 postes d'enseignants et de 7 postes d'administratifs pour la rentrée 2020, les moyens de fonctionnement sont de nouveau en baisse. Sur le terrain, les équipes pédagogiques refusent cette baisse des moyens qui promet une rentrée sous tension avec des conditions d'études qui ne permettent pas la réussite de l'ensemble des élèves :

- En collège, dans de nombreux établissements les effectifs pourront atteindre 30 élèves par classe et les dédoublements deviennent une exception.

- Pour les élèves du second degré c'est la double peine, à la baisse des enseignements programmée par les réformes du lycée et de la voie professionnelle s'ajoutent des conditions de travail et d'apprentissage dégradées.

Nous sommes loin des ambitions pour l'Ecole affichée et les actes ne reflètent pas les paroles. A cela l'institution oppose deux arguments purement comptables: « la solidarité » entre les académies (nous devons rendre des moyens à d'autres académies) et la baisse démographique en Bourgogne. Pour la voie professionnelle, des formations voient leur capacité d'accueil réduite alors que la demande existe, ou bien des formations ferment sous prétexte qu'« elles n'insèrent pas dans l'emploi », mais rien n'est proposé à la place pour les jeunes.

**Pour la CGT Educ'action, cette saignée au nom de la « solidarité » est inacceptable. La solidarité ne se place dans cette politique comptable qui obéit à la seule volonté de réduction des dépenses publiques dont les familles et les jeunes sont les premières victimes.**

**Nous considérons que l'Etat a le devoir de maintenir les services publics au plus près des territoires et des populations. Pour cela, il doit avoir une politique d'éducation, de formation et d'insertion ambitieuse et déconnectée des contraintes budgétaires. Nous demandons des moyens pour construire l'avenir.**

Dijon, le 18 février 2020